

AUTOGESTION ET SOCIÉTÉ

Ce cycle a pour but de sensibiliser les auditeurs-acteurs de l'université populaire au fait que l'autogestion relève de plusieurs dimensions (histoire, économie, pédagogie...), qu'elle est donc un projet global de gestion qui s'applique à toutes les dimensions du social.

Hier, l'autogestion ?

Il y a plusieurs manières d'aborder l'histoire de l'autogestion. On peut partir de l'idée que l'expression désigne l'aspiration permanente des hommes à se gouverner eux-mêmes et en traquer les expressions depuis l'Antiquité. On peut aussi, en ne remontant qu'au XIX^{ème} siècle, l'étudier comme une tradition "dominée" du mouvement ouvrier, qui prendrait ses sources théoriques, selon les auteurs, chez Proudhon, Bakounine ou Marx, et en recenser les manifestations concrètes depuis la Commune de Paris. On peut enfin, et c'est l'approche que nous avons retenue, restreindre encore la chronologie, et considérer que "*l'autogestion contemporaine*", pour reprendre l'expression de Daniel Guérin, renvoie à un moment très spécifique de notre histoire récente, qu'illustre en France la fortune d'un mot nouveau.

En effet, le terme *autogestion* n'existe pas avant le début des années 1950. Il est la traduction littérale du serbo-croate *samoupravljanje*, qui désigne la gestion "ouvrière" des usines, décidée par Tito au lendemain de sa rupture avec Staline. Cette origine est déterminante pour la suite. Elle traduit une nécessité stratégique de la part des Yougoslaves : se poser en chef de file d'un



modèle plus attrayant du communisme pour briser l'isolement du pays. Rencontres, voyages sur cette "*terre d'expériences*" entretiennent la sympathie durable des gauches antistaliniennes. Ainsi se forge progressivement un mythe yougoslave, dont l'autogestion constitue une dimension fondamentale.

À la veille de 1968, le terme est revendiqué, en France notamment, par des courants divers ayant en partage le double refus du capitalisme libéral et du socialisme étatique. Plusieurs facteurs favorisent ce phénomène. À l'Est, l'ébranlement de 1956 et la renaissance des conseils ouvriers en Hongrie et en Pologne. À l'Ouest, les débats sur le sens d'un projet socialiste dans une société industrielle avancée. Au Sud, enfin, l'Algérie indépendante, qui semble vouloir à son tour emprunter la voie autogestionnaire. Marxistes critiques, trotskystes, conseillistes, libertaires, chrétiens de gauche, syndicalistes et sociologues s'attachent à analyser les pratiques et à donner au concept une portée universelle. Ils puisent dans les réflexions engagées depuis plusieurs années par des revues confidentielles : *Socialisme ou barbarie*, *Arguments*, *Noir et Rouge*... Le milieu des années 1960 correspond à une cristallisation : des situationnistes à la gauche CFDT, l'affirmation autogestionnaire effectue sa première percée. Peu importe ici que le néo-conseillisme radical des premiers n'ait que peu en commun avec les

LES CONFÉRENCES-DÉBATS

■ 5 juin 2012

L'approche historique de l'autogestion
avec Franck Georgi

■ 12 juin

**Autogestion économique et
autogestion pédagogique**
avec Frank Mintz et Hugues Lenoir

■ 19 juin

L'autogestion en actes
avec l'amap Court-Circuit, le LAP, La conquête du pain



Devant l'usine Lip, en 1973. "On fabrique, on vend, on se paie !"

références personnalistes et modernistes des seconds, ou que la Yougoslavie constitue pour les uns une "caricature", pour les autres une ébauche riche d'enseignements. Signe des temps : une petite revue indépendante savante et militante, baptisée *Autogestion*, et exclusivement consacrée à ce sujet, voit le jour en 1966.

C'est la rencontre avec l'événement qui fait sortir l'autogestion des marges et la projette au cœur de l'espace public. En Mai 68, une partie des acteurs et des observateurs y voit le sens même du mouvement. En quelques années, la référence s'impose partout. Syndicats (CFDT), partis de gauche (PSU, PS) et d'extrême gauche, associations et mouvements alternatifs de toute nature se réclament du socialisme autogestionnaire. Le PCF lui-même, après l'avoir condamné, finit par revendiquer le mot. Une grève ouvrière au retentissement exceptionnel, celle de Lip en 1973, un nombre impressionnant de rencontres et de publications sur le sujet, un bouillonnement d'initiatives et d'expériences, autorisent en 1976 un Pierre Rosanvallon à annoncer l'avènement de "l'âge de l'autogestion". Pourtant, à l'aube des années 1980, la dynamique est brisée et le mot déserte très rapidement le discours politique. On peut s'interroger sur les raisons de la soudaine popularité du thème, sur les facteurs de son effondrement tout aussi brutal, et sur ce qu'il en reste aujourd'hui.

Franck Georgi

L'autogestion d'un point de vue économique

Le mot autogestion est déjà ambigu dans la langue d'origine (serbo-croate, même emploi en russe, etc.) puisqu'il peut s'appliquer à une gestion hiérarchique (capitaliste ou non) au niveau, municipal, régional et provincial, qu'à une organisation horizontale à différents niveaux (entreprise, propriété agricole, municipalité, région, etc.). On retrouve la même confusion dans ce qui est désigné comme "self-management" et coopérativisme (de la Banque populaire aux coopératives ouvrières, Scop).

Un exemple est celui d'un universitaire, ex-économiste marxiste tchèque, devenu nord-américain, Jaroslav Vanek, avec son anthologie de 1975, *Self-management (economic liberation of man)*. On y trouve les entreprises de Mondragón (expérience catholique dans l'Espagne franquiste) et « le système des conseils des prisons de Haute Terre (Indiana) et Leavenworth (Kansas) ».

Ma (notre) vision anti capitaliste est la suivante :

Autogestion et capitalisme

C'est un palliatif, un paravent, pour faire avaler l'exploitation, comme "autrefois" les cercles de qualité, ou le travail en équipe réduite de Volvo. Ce fut le but de la loi de cogestion des entreprises en Allemagne de l'Ouest (1951), des tentatives au Pérou, etc. Pour certains autogestionnaires, l'arrivée du président Mitterrand en 1981 annonçait un regain d'autogestion !

Autogestion et marxisme-léninisme

C'est la loi d'autogestion des entreprises subitement annoncée et imposée par le général, premier secrétaire du PC devenu *Ligue des communistes*, Yosip Broz Tito, en 1950. Le pilier de la loi est que le directeur a plus de pouvoir que le conseil ouvrier. « (...) Les seules manifestations vivantes de l'autogestion dans les entreprises yougoslaves sont les grèves » (1).

Autogestion révolutionnaire contre le capitalisme

En juillet 1936, la réponse au putsch d'un conglomérat fasciste catholique (de l'armée aux capitalistes, avec la droite traditionnelle et les petits groupes fascistes mussoliniens) fut une prise en main spontanée et autogestionnaire des lieux de travail qui s'étendit progressivement dans la majorité de l'Espagne restée dans le cadre républicain. Cette édification sociale par les travailleurs eux-mêmes réunissaient majoritairement des anarchosyndicalistes de la CNT (Confédération nationale du travail), de l'UGT socialiste (Union générale des travailleurs), des membres de partis politiques (gauche républicaine) et des ouvriers sans étiquette.

La guerre antifasciste fut accompagnée et sabotée dès le départ par l'incapacité de la bourgeoisie républicaine obsédée par des pourparlers avec les factieux et la récupération de son pouvoir économique. Ce problème se heurta rapidement au développement de l'autogestion.

Autogestion révolutionnaire contre le marxisme léninisme

Une réaction venue de la base apparut dans le soulèvement hongrois de 1956. L'établissement des Conseils représentait « le premier pas dans la pratique pour restaurer l'ordre et réorganiser l'économie hongroise sur une base socialiste, mais sans le contrôle rigide du Parti ou l'appareil de terreur. » (Rapport de l'ONU). Les conseils étaient donc chargés de deux tâches, l'une politique, l'autre économique. (2)



Panneau d'accueil dans la région du Chiapas (Mexique)

Autogestion antiautoritaire actuel sur le plan social et économique

Dans le Chiapas au Mexique, en partie au Brésil avec le mouvement hétérogène des Sans-terres, surtout en Argentine, chez les *piqueteros* non corrompus ou payés par la présidence Kirchner, on trouve des expériences pratiques à la base.

Poussés par le chômage (troisième génération maintenant), la survie alimentaire et solidaire, en Argentine, on trouve des expériences de boulangeries, briqueteries, potagers collectifs, ateliers de couture ou d'apprentissage de soudure des métaux, écoles gratuites pour un baccalauréat populaire...

Le travail quotidien se fait en cherchant des rapports non hiérarchiques, pour repousser l'esprit capitaliste des cerveaux formatés.

Frank Mintz

De l'autogestion en pédagogie



James Guillaume (1844-1916) en 1905, peint par Gustave Jeanneret

Si l'autogestion pédagogique est une expression récente, issue de l'après-Mai 68, le concept est de facto beaucoup plus ancien. Il est possible d'en trouver les principes dès la fin du XIX^e siècle.

En effet, de manière explicite mais sans utiliser le terme d'autogestion, nous lisons sous la plume de James Guillaume (1844-1916) les propos suivants :

« Dans leurs réunions, les enfants seront complètement libres : ils organiseront eux-mêmes leurs jeux, leurs conférences »⁽³⁾. Guillaume énonce bien là le principe premier de l'autogestion pédagogique, à savoir celui de pouvoir décider collectivement de son activité, en d'autres termes, ceux-là mêmes d'Albert Thierry, de vivre et de mettre en place l'action directe pédagogique. Et

Guillaume d'ajouter : « Ils établiront un bureau pour diriger leurs travaux, des arbitres pour juger leurs différends, etc. »⁽⁴⁾. N'est-ce pas ici la préfiguration d'un soviet de classe ou d'école, un conseil où les enfants organisent leurs débats, prennent des décisions, gèrent leurs éventuels différends et conflits ? Conseil que l'on trouve aujourd'hui mis en place dans les écoles où se pratiquent des pédagogies progressistes. Et il ajoute : les enfants ainsi « s'habitueront (...) à la vie publique, à la responsabilité, à la mutualité »⁽⁵⁾.

Guillaume préconise l'apprentissage in vivo de l'autogestion pédagogique non pas aux seules fins d'apprentissages de savoirs académiques mais à des fins sociales. « *L'école du peuple* » doit permettre au peuple de développer son propre système de valeur et de fonctionnement. L'école, la classe deviennent des laboratoires sociaux où se construisent, se débattent, se décident, se testent, se perfectionnent... d'autres modalités de gestion et d'administration des sociétés humaines. La pédagogie de l'autogestion est donc initiatrice et préfiguratrice de fonctionnements sociaux différents, non plus ceux de la compétition mais ceux de la saine émulation et de la gestion collective du bien commun. Prenons garde à ne pas oublier l'articulation nécessaire et absolue entre le pédagogique et le social, une pédagogie autogestionnaire sans valeurs sociales pourrait être contre-productive, voire un excellent outil de domination. En effet, des « établissements privés fréquentés par les adolescents (de la haute bourgeoisie) sont souvent à vocation internationale et ils assurent toujours une éducation totale (...). Les méthodes pédagogiques y sont fondées sur une responsabilisation des jeunes telle que l'autogestion y est souvent préférée à l'autoritarisme sans principes. C'est ainsi qu'à l'école des Roches les "maisons", c'est-à-dire les bâtiments d'internat dispersés au milieu du parc de 60 hectares et de terres cultivées (...), sont autogérées par un collectif d'élèves sous la responsabilité directe des plus âgés. Il en est de même en Suisse au Rosey. Ces jeunes auront à exercer des responsabilités, dont la première sera sans doute d'assumer des héritages importants et de transmettre eux-mêmes à leurs héritiers la position acquise. Lourde tâche dans laquelle l'esprit de responsabilité est indispensable. Il n'est jamais trop tôt pour l'inculquer. Disposant, en raison de leur fortune, d'une grande liberté apparente, les jeunes héritiers doivent apprendre très tôt à se contrôler, à être eux-mêmes leur propre autorité (...). Il n'est donc pas étonnant que ces écoles aient adopté, dès leur apparition, les méthodes qui mettent l'accent sur la responsabilité des élèves, à savoir les méthodes Montessori puis Freinet »⁽⁶⁾. Projet pédagogique d'élite pour l'élite qui dans le meilleur des cas produit des individus moins avides de domination, ce qui fut le lot de certains, passés par Summerhill.

Hugues Lenoir

(1) Albert Meister : Revue *Autogestion*, n°6, 1981, pp.255-258

(2) Hannah Arendt : *Totalitarian imperialism : reflections on the Hungarian revolution*, 1958

(3) James Guillaume : "Idées sur l'organisation sociale", in Pierre Besnard : *Les Syndicats ouvriers et la Révolution sociale*, Éd. le Monde nouveau, 1978, p.324.

(4) *Ibid.*, p.324

(5) *Ibid.*, p.207

(6) Michel Pinçon & Monique Pinçon-Charlot : *Sociologie de la bourgeoisie*, La Découverte, 2000, pp.88-89.

Le Lycée autogéré de Paris (LAP)

En 2012, 2 écoles pas comme les autres fêtent leurs 30 ans : le lycée expérimental de Saint-Nazaire et le Lycée Autogéré de Paris (LAP). 30 ans à démontrer que les lycées peuvent être des lieux de libertés, que le plaisir et la curiosité peuvent être des moteurs de l'apprentissage et que la cohésion d'une communauté éducative peut être basée sur l'autogestion plutôt que sur les hiérarchies.

Les visiteurs du LAP sont souvent saisis par les premières images que le lycée leur donne : discussions dans le jardin, préparation de repas par des élèves et des professeurs, tutoiement généralisé, groupes pédagogiques où tout le monde est assis autour d'une même table. Une ambiance sympathique qui tranche nettement avec les autres lycées. Dans les écoles traditionnelles la parole est trop souvent restreinte, contrôlée ou coupée. Au lycée autogéré, personne ne demande l'autorisation de s'exprimer et il est important que les avis énoncés ne restent pas que des simples paroles.

Pour son fonctionnement, le LAP a mis en place plusieurs structures :

L'Assemblée Générale (AG) est convoquée fréquemment : événement important, incident au sein de la communauté, festivité à organiser... Elle est le lieu de transmission d'information auprès de tous. Elle sert aussi à différentes étapes des débats qui animent le lycée.

Les **8 Groupes de Bases (GB)** se réunissent tous les mardis après-midi durant 1 heure et demi. Ils sont composés de 3 ou 4 professeurs et d'une trentaine d'élèves. C'est eux qui permettent d'approfondir les discussions sur la vie du lycée. C'est au sein des groupes de base que sont organisés les votes : 1 personne, 1 voix.

Chaque GB est représenté par deux délégués au sein de la **Réunion Générale de Gestion (RGG)**. Deux délégués de l'équipe éducative y sont également présents. La RGG doit permettre la synthèse de ce qui se dit dans les groupes de bases. Elle formule les propositions de vote.

Les membres de l'équipe pédagogique se réunissent tous les mardis soir. Cette réunion aborde les problèmes rencontrés et les événements qui concernent le LAP. En plus des 25 profs, un agent d'entretien, un secrétaire, une assistante sociale et une infirmière travaillent au LAP.

Les tâches techniques du lycée sont prises en charge par des **commissions**, composées des personnels et des élèves volontaires. Une commission s'occupe de l'administration, une autre du budget... Le "petit" entretien des locaux, le CDI (documentation), la cafétaria, l'informatique, l'évaluation, les relations avec l'extérieur sont gérés sur ces plages de 2 heures, le jeudi matin.

La gestion et l'organisation politique prennent une place importante au LAP. Nous avons la volonté de faire participer tout le monde. Ce n'est pas acquis dès le début, c'est même un enjeu nouveau chaque année.

Les cycles de CONFÉRENCES / DÉBATS



à la Bourse du Travail de Saint-Denis

L'Université Populaire de St-Denis se donne pour mission de contribuer à l'amélioration de la diffusion populaire de l'esprit critique, des savoirs et de la culture ; mais aussi de favoriser le développement des échanges sociaux dans la cité, en incitant les citoyens à échanger des points de vue et des arguments raisonnés.

Ce projet d'éducation populaire est mis en oeuvre hors des institutions universitaires traditionnelles, dans un esprit engagé de mixité sociale, de citoyenneté, de laïcité, de gratuité et de coopération mutuelle.

La conquête du pain, boulangerie autogérée

En septembre 2010 ouvrait à Montreuil (93) la boulangerie coopérative "la Conquête du pain", à l'initiative de 4 personnes qui voulaient mener une expérience alternative et expérimenter concrètement l'autogestion.

Fonctionnement

Nous avons choisi de fonctionner sur le principe du mandat impératif afin que chacun réalise un ensemble de tâches précises : 4 personnes, 4 secteurs (production, vente-comptabilité, livraison commerciale et organisation technique et administrative), 4 responsables rendant des comptes devant les assemblées générales composées des 4 coopérateurs. Celles-ci ont lieu tous les 15 jours et décident des orientations de la boulangerie, questionnent les responsables et votent des mandats qui sont notés sur un cahier prévu à cet effet.

Au quotidien chaque responsable gère sa partie de façon autonome son secteur d'activité. Tous les salariés reçoivent le même salaire.

Nous avons réussi à développer une vraie boulangerie alternative, qui produit 2 tonnes de pains biologiques par semaine.

En plus de vendre du pain, nous avons une table de presse, une bibliothèque à disposition dans nos locaux. Nous relayons également les luttes et les tracts et y appelons en boutique. Notre blog publie régulièrement des articles politiques ainsi que des appels à manifester. Nous nous impliquons dans la vie locale. Nous avons organisé le repas de quartier l'année dernière (300 personnes), et nous sommes présents dans toutes les fêtes de quartier de la ville, les brocantes...

Des actions concrètes

- - - Maintien des tarifs d'une boulangerie classique alors que nous sommes bios
- - - Partenariats avec les antennes locales pour fournir du pain à tarif réduit lors d'initiatives de quartier
- - - Mise en place de caisses de solidarité : une pour réduire les tarifs pour les initiatives militantes prévues ou pour celles de quartier. Une pour offrir le pain en soutien à des luttes (grève, occupation...) ou en cas d'urgence (expulsion, sinistre...). C'est en ce sens que nous avons de nombreux échanges avec les syndicats et notamment la CGT
- - - Fourniture des invendus au milieu squatter ainsi qu'à une association de réduction des risques : le CARUD, ou à toute personne qui en fait la demande
- - - Partenariats avec les associations gérant la soupe populaire et nous organisons des distributions de pains
- - - Tarifs réduits pour les personnes n'ayant pas les moyens, en liaison avec les services sociaux
- - - Prise en stage de manière systématique des jeunes du quartier et de tous ceux qui en font la demande.

Les problèmes

D'abord, dans un monde capitaliste, une entreprise, fût-elle composée d'anarchistes, reste capitaliste. Elle doit rembourser ses dettes, payer ses fournisseurs... Elle ne peut constituer qu'un moyen de toucher les gens du quartier et de mener des actions sociales qui, sinon, nous échappent. Elle est aussi un moyen d'expérimentation, mais en aucun cas une alternative au système. Ensuite, l'autogestion ne marche pas toujours : sur les 4 personnes d'origine du projet il n'en reste que 2 ; les autres n'ont pas su comprendre le travail collectif. Il y a donc un gros effort de préparation à faire avant d'intégrer quelqu'un dans une organisation autogérée comme la nôtre. Enfin, des questions de pouvoir se posent de manière récurrente, une partie de la coopérative tirant l'autre.

En conclusion

Malgré tous les problèmes rencontrés nous avons réussi notre pari de faire vivre une entreprise de production autogérée. Aujourd'hui, nous sommes rentables et prêts à continuer. Nous espérons faire des émules, tant il est vrai que nous avons besoin de lieux concrets solides et ouverts pour toucher les gens et les convaincre de la justesse de nos idées, pouvoir appuyer efficacement des luttes et construire des organisations libertaires puissantes, capables de détruire le capitalisme et de construire une société communiste-anarchiste.